

Guerres historiographiques : interprétation et mémorialisation du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis

Anne Stefani

Université Toulouse – Jean Jaurès

Lors d'une conférence plénière délivrée en juin 2015 à Charleston, en Caroline du Sud, dans le cadre du congrès de la *Southern Association for Women Historians* (SAWH), l'historienne Renée Romano engage son auditoire à reconsidérer le sens et l'impact des commémorations du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis.¹ Exposant la thèse de son dernier ouvrage, *Racial Reckoning*, elle affirme, non sans provocation, que, bien que les multiples commémorations du mouvement des années 1960 aient conféré une visibilité certaine à l'expérience des Afro-Américains dans l'espace public étasunien, celles-ci n'ont apporté que peu de changement au récit dominant sur le sujet – qui ne rend pas compte de cette expérience de manière satisfaisante. Selon l'historienne, les processus de mémorialisation à l'œuvre aux États-Unis depuis une vingtaine d'années n'auraient pas fait progresser la manière dont l'histoire raciale est appréhendée par le public.² Dans un contexte extrêmement tendu, caractérisé par les violences policières à l'encontre des Noirs et par l'émergence du mouvement *Black Lives Matter* dénonçant le racisme des forces de police et des institutions judiciaires, l'objectif de son intervention à Charleston était, à l'évidence, de souligner l'obligation morale des historiens de mettre l'interprétation historique au service de la justice sociale.

¹ Le mouvement noir qui a émergé à la suite de la Seconde Guerre mondiale et s'est poursuivi jusqu'aux années 1970 est désigné par des expressions multiples reflétant certains choix interprétatifs, selon que l'on fait référence à différentes formes de contestation. Pour des raisons d'économie de rédaction, j'emploierai sans distinction les expressions « mouvement pour les droits civiques », « mouvement noir », « mouvement de libération noire » chaque fois que je ferai référence à l'ensemble de la période étudiée (1945-1975).

² Sur le phénomène récent de mémorialisation du mouvement pour les droits civiques, voir Dwyer et Alderman, 8-10, Romano et Raiford, xii-xiii.

Cette prise de position n'est que le dernier développement d'une guerre interprétative dont les origines remontent aux années Reagan, lorsque les conservateurs, portés par Ronald Reagan et le Parti républicain, déclarèrent que l'ère des droits civiques était révolue, que le racisme avait été définitivement éradiqué aux États-Unis, et que la contestation sociale et raciale n'avait plus de raison d'être. Depuis maintenant plus de trente ans, conservateurs, libéraux et radicaux³ rivalisent dans leur interprétation du sens et du rôle du mouvement pour les droits civiques dans l'histoire nationale, et sont souvent en désaccord

³ J'emploie ici les termes « conservateur », « libéral » et « radical » en tant que traductions littérales des termes américains *conservative*, *liberal*, et *radical*. Ces termes, couramment employés en politique aux États-Unis, désignent les trois principales tendances qui s'opposent sur tous les sujets, mais en particulier sur l'intervention de l'État fédéral, fondamentale dans le domaine des droits civiques et, plus largement, des relations raciales et des droits des minorités. Pour les conservateurs, l'intervention fédérale sur ces questions est illégitime, le racisme et la discrimination n'étant pas le fait des institutions mais des individus. Pour les libéraux et les radicaux, l'intervention fédérale est non seulement légitime mais nécessaire pour combattre le racisme structurel hérité de l'esclavage et de la ségrégation. Libéraux et radicaux s'affrontent, de surcroît, dans leur conception du système politique et social étasunien. Les libéraux ne remettent pas en question le capitalisme et défendent des positions réformistes. Les radicaux fondent leur lutte pour l'égalité sur une double dénonciation du capitalisme et du racisme, et défendent des positions révolutionnaires, visant à remplacer le système existant par un autre. Le mouvement pour les droits civiques des années 1950 et 1960 est vu très différemment par les uns et les autres. Pour les conservateurs, les premières phases du mouvement, revendiquant le respect des droits civiques et des libertés fondamentales garanties par la Constitution, sont légitimes, mais ni le mouvement de contestation et de confrontation massive des années 1960, ni les mesures fédérales imposées contre la volonté des États, ne sont légitimes. Pour les libéraux, le mouvement pour les droits civiques est une cause progressiste s'inscrivant dans la tradition démocratique étasunienne, ayant culminé en 1964 et 1965 avec l'abolition fédérale de la ségrégation et la mise en place d'une politique nationale antidiscriminatoire. Dans cette perspective, le mouvement *Black Power*, qui a poursuivi la contestation après 1965, représente une dérive radicale et extrémiste marquant la fin du mouvement pour les droits civiques. Enfin, pour les radicaux, le mouvement des années 1960 est un mouvement aspirant fondamentalement à un renversement de l'ordre établi, à une prise de pouvoir par les masses contre l'élite, et à une transformation profonde des rapports politiques et sociaux.

sur la manière dont celui-ci devrait être remémoré/commémoré. Deux types de « guerres » peuvent être observés à l'intérieur et à l'extérieur du monde universitaire : une première, opposant hommes et femmes politiques conservateurs aux universitaires libéraux et radicaux, une seconde, au sein de l'université, divisant historiens libéraux et radicaux. De fait, virtuellement aucun historien ne propose une interprétation conservatrice du mouvement des années 1950 et 1960. La guerre entre les historiens prend plutôt la forme d'une division subtile entre libéraux et radicaux reflétant les tensions ayant caractérisé le mouvement lui-même. Le présent article montre que les universitaires ont toujours proposé des interprétations divergentes, dans des débats parfois houleux, mais qu'ils tendent à minimiser leurs différences chaque fois que les forces conservatrices dominent lourdement la politique nationale.

Toute réflexion historiographique nécessite un découpage temporel permettant de dégager les tendances dominantes qui ont marqué l'interprétation historique des événements étudiés. Si l'on ne peut faire l'économie d'un tel découpage, celui-ci s'avère parfois artificiel et réducteur, les différentes tendances coexistant forcément au sein de certaines périodes. Pour ce qui est du mouvement noir des années 1950 et 1960, les spécialistes identifient trois, voire quatre, vagues historiographiques, ne les définissant pas toujours dans les mêmes termes ni selon le même bornage chronologique (Cha-Jua et Lang : 266-67). Dans la perspective des guerres culturelles qui font l'objet de cet article, deux premières périodes se distinguent nettement et une troisième, très récente, semble se préciser : la première couvre les années 1970 et 1980 et se caractérise par la prévalence de la perspective dite « libérale » ; la deuxième, marquée par une guerre ouverte entre conservateurs d'un côté, et libéraux et radicaux de l'autre, s'étend des années 1990 à l'élection de Barack Obama ; la troisième, toujours en évolution, semble avoir débuté autour de la réélection d'Obama.

La première vague d'historiens du mouvement noir, née dans les années 1970, a construit un récit épique centré sur quelques figures nationales iconiques parmi lesquelles Martin Luther King, Jr. et quelques présidents occupaient la quasi-totalité de la scène. De nombreuses monographies, telles que, par exemple, *John F. Kennedy and the Second Reconstruction* (1977) de Carl Brauer, *The Unraveling of America: A History of Liberalism in the 1960s* (1984) de Allen J. Matusow, ou encore *The FBI and Martin Luther King, Jr.* (1981) et *Bearing the Cross: Martin Luther King, Jr., and the Southern Christian Leadership*

Conference (1986) de David Garrow, présentaient le mouvement comme une lutte pour l'intégration des Noirs dans la société étasunienne, fondée sur les idéaux de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution. Dans ce récit dominant, Martin Luther King incarne le libéralisme américain, le *Civil Rights Act* et le *Voting Rights Act* marquant le triomphe des idéaux nationaux de liberté et d'égalité sur le racisme perpétué par l'esclavage et la ségrégation après la fondation de la nation (Romano et Raiford : xiv-xv). A la suite de ces victoires historiques, selon cette même version, le mouvement pour les droits civiques déclina pour finalement se désintégrer avec l'abandon de la non-violence et l'adoption de l'idéologie du Black Power, ou après s'être « radicalisé ».

Cette première interprétation a été décrite depuis comme le récit du déclin (*declension narrative*), c'est-à-dire un récit scindant l'histoire du mouvement noir en une phase ascendante ayant culminé dans les victoires législatives de 1964 et 1965 et une phase descendante ayant mené à la chute finale attribuée au radicalisme du mouvement Black Power (Joseph : 751-52). Au cours de la période historiographique dominée par cette version – jusqu'à la fin des années 1980 – les historiens sont principalement influencés par le « consensus libéral » qui a dominé la politique nationale entre la Seconde Guerre mondiale et les années 1970.⁴ L'interprétation historique met alors l'accent sur la dimension réformiste du mouvement pour les droits civiques plutôt que sur ses aspects révolutionnaires. La perspective libérale permet d'intégrer le mouvement des années 1950 et 1960 à l'histoire nationale en présentant celui-ci comme le triomphe attendu des idéaux fondateurs après quelque cent-cinquante ans de difficultés.

Dès les années 1980, toutefois, quelques voix radicales avaient ouvert des brèches dans le récit dominant, souvent désigné aujourd'hui par l'expression *master narrative* (Lawson : 10-11). Selon ces critiques, en centrant leur analyse sur une poignée de dirigeants noirs charismatiques et sur quelques rares hommes politiques nationaux de bonne volonté, la première génération d'historiens occultait la dimension

⁴ L'expression *liberal consensus* fait référence aux décennies de Guerre froide entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les années 1970, lorsque les deux grands partis étasuniens, le Parti démocrate et le Parti républicain, se rejoignaient sur quelques grands principes fondamentaux, à savoir la défense du modèle capitaliste contre le modèle communiste et la reconnaissance, en politique intérieure, de la nécessité d'un minimum d'intervention de l'État comme filet de sécurité dans une économie capitaliste.

radicale du mouvement, représentée par des participants moins connus, des travailleurs de terrain (*grassroots*), au sein des communautés locales, ayant contribué collectivement à la transformation profonde de la société. En 1991, dans un essai publié sous le titre « The Politics of Civil Rights History », Julian Bond, membre historique du *Student Nonviolent Coordinating Committee* (SNCC), reprocha explicitement aux historiens dits « libéraux » de déformer la position des forces radicales dans leur évaluation du mouvement noir des années 1960. Sa dénonciation était, de fait, une réponse à Allen Matusow, auteur de *The Unraveling of America : A History of Liberalism in the 1960s*, selon lequel le mouvement pour les droits civiques avait causé sa propre perte après 1965 lorsque ses membres avaient abandonné les principes du libéralisme pour embrasser le radicalisme du mouvement *Black Power*. À Matusow qui se demandait si les participants du mouvement dans le Mississippi n'avaient pas abandonné le libéralisme trop vite, Bond répliqua : « My own notion is that we did not so much give up on liberals, but that liberals sold out on us » (Bond : 8). Des historiens tels que Howard Zinn et Manning Marable avaient, eux aussi, défié l'interprétation libérale dominante, dans les années 1980, lorsqu'ils avaient dénoncé la perspective élitiste de leurs collègues universitaires (*top-down approach*) et avaient mis en lumière le rôle clé des acteurs de terrain et des masses dans le mouvement de libération noire, mais l'histoire populaire qu'ils proposaient alors (*bottom-up approach*) représentait une minorité dans la recherche universitaire.

De fait, jusqu'à la fin des années 1980, l'histoire et la mémoire du mouvement pour les droits civiques restèrent le domaine réservé des libéraux et des radicaux, les historiens du mouvement entretenant des liens étroits avec les militants quand ils n'étaient pas eux-mêmes d'anciens participants des événements étudiés. La première phase historiographique est donc marquée par une « guerre » entre libéraux et radicaux, plutôt qu'entre libéraux, radicaux et conservateurs. Au tournant des années 1990, cependant, l'impact des huit années de présidence de Ronald Reagan modifie la donne et ouvre la voie à une nouvelle vague d'interprétations.

L'offensive conservatrice menée par Reagan et les Républicains contre le « consensus libéral » des décennies précédentes a bouleversé l'historiographie du mouvement pour les droits civiques. Depuis les premiers assauts de Reagan contre les programmes de discrimination positive (*affirmative action*) et les protections fédérales du *Civil Rights*

Act, les Républicains au pouvoir se sont employés tout au long des années 1980 et 1990 à effacer l'héritage du mouvement des années 1960 (Coste 336-42).⁶ Toutefois, plutôt que de fonder leur politique sur un rejet total du mouvement en le présentant comme le principal responsable de la désintégration sociale et morale de la société étasunienne, les conservateurs se sont approprié une partie du récit libéral en glorifiant certaines figures emblématiques du mouvement noir et en mettant l'accent sur l'intégrité morale de celles-ci. C'est ainsi que certains en vinrent à louer l'héroïsme moral de Martin Luther King et de Rosa Parks en raison de leurs idéaux intégrationnistes, tout en condamnant les éléments radicaux du mouvement et la politique fédérale mise en place par les Démocrates au pouvoir en réponse à la contestation noire. Le discours de King à la Marche de Washington en 1963, posant l'abolition des distinctions de couleur comme condition nécessaire à l'éradication du racisme et à l'établissement de l'égalité des chances, est devenu l'arme favorite des conservateurs dans leur combat contre les programmes de discrimination positive, créés en 1965 par l'administration de Lyndon Johnson, fondés sur l'appartenance ethnique de leurs bénéficiaires (Hartman : 107, Lawson : 27-28). Ainsi, commentant l'évolution des conservateurs dans leur appréhension du mouvement pour les droits civiques depuis les années 1960, William Voegeli pouvait-il observer en 2008 à propos de la discrimination positive :

Conservatives have been delighted by the chance, finally, to present themselves as the ones articulating a principled egalitarian argument on behalf of innocent people whose prospects in life were diminished when they were judged

⁶ Les programmes *affirmative action* (désignés en français par l'expression « discrimination positive »), sont des programmes fédéraux mis en place par l'Administration de Lyndon Johnson à partir de 1964, à la suite de l'adoption du *Civil Rights Act*. Ces programmes établissent une politique préférentielle de recrutement dans les administrations fédérales, dans les établissements publics, ainsi que dans les entreprises subventionnées par l'État fédéral. Cette politique, fondée sur l'appartenance à une minorité ethnique ou de genre, a été conçue comme une démarche de compensation afin de lutter contre les discriminations passées et présentes. Les Afro-Américains sont directement bénéficiaires de ces mesures, mais celles-ci concernent également les membres d'autres minorités ethniques, ainsi que les femmes. Le *Civil Rights Act* a par ailleurs établi une agence fédérale chargée de sanctionner les actes de discrimination raciale ou sexuelle dans l'emploi, la *Equal Employment Opportunity Commission*.

according to the color of their skin rather than the content of their characters.

Voegeli analyse l'évolution de la pensée conservatrice depuis les années 1960, et souligne comment, par ironie de l'histoire, à la fin du XX^{ème} siècle, les conservateurs ont pu transformer King en une icône du conservatisme éclairé.

Une nouvelle guerre culturelle a donc émergé dans les années 1990. L'intervention des conservateurs dans la mémorialisation du mouvement pour les droits civiques a transformé la réflexion historiographique en introduisant de nouveaux enjeux politiques dans le débat existant. De fait, comme le souligne Andrew Hartman, d'un point de vue politique, le libéralisme racial a dû alors essuyer le double feu des critiques conservatrices et radicales des politiques issues du mouvement pour les droits civiques (Hartman : 126). Selon Kevin Gaines, ce « révisionnisme conservateur » n'équivaut à rien d'autre qu'à un « détournement du discours national sur les droits civiques » (« highjacking the national discourse on civil rights », Gaines 211).

Gaines écrit ces mots dans un essai historiographique important publié en 2002, c'est-à-dire deux ans après l'élection de George W. Bush à la présidence. Cette élection, contestée, a un effet dévastateur sur l'ensemble de la gauche américaine qui se mobilise contre l'hégémonie conservatrice installée depuis les années 1980. Le jugement de Kevin Gaines renvoie au fait que de nombreux historiens spécialistes du mouvement noir sont des vétérans du mouvement des années 1960 et/ou des activistes sociaux. En d'autres termes, ces universitaires sont les ennemis déclarés des Républicains dans la guerre mémorielle opposant conservateurs, libéraux et radicaux (Gaines : 213). Il semble donc que, depuis les années 1990, universitaires libéraux et radicaux aient trouvé un terrain d'entente, croisant leurs différentes perspectives pour s'opposer aux idéologues conservateurs. L'élection présidentielle de 2000 les a finalement conduits à resserrer leurs rangs dans une entreprise de réappropriation de la lutte antiraciste afin de contrer la politique conservatrice des Républicains au pouvoir au début du XXI^{ème} siècle.

Le principal instrument de résistance – voire d'opposition – des historiens au début des années 2000 a pris la forme d'un nouveau paradigme aujourd'hui désigné par l'expression « *Long civil rights movement* ». L'idée centrale en est que le mouvement pour les droits civiques ne peut pas être réduit aux années séparant la décision *Brown* de la Cour suprême (1954) de l'assassinat de Martin Luther King, Jr. (1968),

le mouvement ayant débuté plus tôt dans l'histoire et s'étant poursuivi dans les années 1970. Si certains chercheurs avaient déjà souligné l'importance des années 1930 et 1940 dans l'essor du mouvement de protestation massive des décennies suivantes, la périodisation classique 1954-1968 était demeurée la norme jusqu'au milieu, voire la fin, des années 1990. En 2005, Jacquelyn Hall propose une réflexion approfondie sur ce thème et établit le concept du « long » mouvement comme le nouveau canon historiographique. Le titre de l'article, « The Long Civil Rights Movement and the Political Uses of the Past », reflète la dimension politique de la recherche dans ce domaine. De fait, Hall inscrit son essai dans les guerres idéologiques de son temps, affirmant : « This essay emphasizes how the movement's meaning has been distorted and reified by a New Right bent on reversing its gains » (Hall : 1235). Tout au long de l'essai, conclusion comprise, Hall place explicitement et sans ambiguïté les historiens du côté de l'activisme social et racial. Dans cette perspective, le principal intérêt du concept de long mouvement réside dans l'idée que le mouvement pour les droits civiques ne constitue pas un moment exceptionnel dans l'histoire, une parenthèse qui se serait refermée en 1968 avec la mort de son héros, mais que cette expérience peut se reproduire. En d'autres termes, le nouveau paradigme permet aux chercheurs du XXI^{ème} siècle de placer leur interprétation du passé au service de la lutte contre les forces conservatrices du présent. L'engagement politique des historiens du mouvement n'est pas, on l'a vu, une nouveauté. Il s'explique notamment par le fait que le mouvement pour les droits civiques fait partie de l'histoire raciale des États-Unis, une histoire marquée par l'oppression de l'esclavage et de la ségrégation. Il est, à l'évidence, intellectuellement difficile, voire impossible, de traiter un tel sujet sans sympathiser avec les victimes de l'oppression, *a fortiori* pour les historiens noirs qui font historiquement partie du groupe opprimé.⁸ De fait, ce phénomène s'accroît considérablement dans les années 2000, les historiens s'opposant ouvertement à l'administration Bush.

La domination de la politique nationale par les Républicains au tournant du XXI^{ème} siècle renforce effectivement le militantisme des universitaires spécialistes d'histoire raciale et les conduit à minimiser leurs différences d'interprétation et les tensions toujours existantes entre

⁸ Pour une réflexion particulièrement éclairante sur l'influence de l'oppression raciale sur la tradition intellectuelle afro-américaine et l'articulation entre recherche et militantisme, voir Marable 2000, 2, 8-9.

libéraux et radicaux. Il est intéressant de constater que les rares critiques du nouveau paradigme notent que les historiens défendant la thèse du « long mouvement » dénoncent l'interprétation conservatrice comme une distorsion et une manipulation des faits, alors que certains avaient accusé leurs pairs libéraux des mêmes travers dans les années 1980 et 1990. Parmi les détracteurs du « long mouvement », Sundiata Keita Cha-Jua et Clarence Lang observaient par exemple en 2007 que même les chercheurs de la deuxième vague historiographique, connus dans les années 1990 pour leur perspective antiélitiste, populaire, en rupture avec la première vague « héroïque »,⁹ n'échappaient pas à la thèse du déclin mise en avant dans les années 1980 par des libéraux déclarés tels que Matusow. Cha-Jua et Lang concluaient : « Proponents of the Long Movement, however, do not engage these liberal and progressive scholars, except Matusow; instead, they focus on the less challenging, conservative versions of the declension narrative » (Cha-Jua and Lang : 270). En réalité, les quelques chercheurs critiques du nouveau paradigme partagent bien avec leurs collègues la volonté de contrer les conservateurs mais déplorent une tendance au consensus dommageable au questionnement scientifique (Cha-Jua and Lang : 270). Cette unité d'interprétation caractéristique des années 2000 s'accompagne de ce que Charles Eagles identifie comme un manque de détachement, regrettant que « seules des interprétations positives du mouvement » existent (Eagles : 840). Il semble donc que toute objectivité ait été rendue impossible par le contexte politique, caractérisé par une guerre idéologique ouverte entre une présidence républicaine conservatrice et une opposition de gauche déterminée à reconquérir le territoire contesté de la mémoire du mouvement antiraciste aux États-Unis.

Finalement, en 2016, au terme des huit ans de présidence de Barack Obama, deux ans après l'émergence du mouvement *Black Lives Matter*, une nouvelle tendance historiographique semble avoir pris forme.¹⁰ Le

⁹ Cha-Jua et Lang font notamment référence à Charles Payne. Voir aussi Lawson, 17.

¹⁰ Le mouvement *Black Lives Matter*, lancé en 2013, a pris une ampleur nationale au cours de l'été 2014 à la suite de la mort de Michael Brown, un homme noir tué par un policier blanc, à Ferguson, dans le Missouri. La première phase de protestation, centrée sur des événements spécifiques, s'est ensuite muée en un mouvement global contre le racisme des forces de police et,

congrès 2015 de la *Southern Association for Women Historians* fournit quelques éléments de réflexion à ce sujet. Le congrès a eu lieu à Charleston, en Caroline du Sud, deux mois après le meurtre de Walter Scott par un policier à North Charleston, ville voisine de Charleston. Quelques jours après les faits – et quelques semaines avant la tenue du congrès – la présidente de l'association envoyait le courrier suivant à l'ensemble des participants :

As we make plans to gather for our triennial conference, I write to urge consideration of the interplay of past, present, and future. Last week executive board members began discussing the news out of North Charleston regarding the murder of Walter Scott and how SAWH might best respond. As I write – from St. Louis – distressingly similar events are now unfolding in Baltimore. Since the shooting of Michael Brown in the suburbs of St. Louis late last summer, national attention has been increasingly focused on this pattern, which, we all know, has deep roots in America's past. Doubtless by the time we gather, more names will be added to the long list of similar fatalities. The board's consensus was that while in our host city, which neighbors North Charleston, we bring to bear on this pressing matter our organization's deep intellectual resources and our members' varied expertise. Are there insights from the past that can offer us a way forward?

Board members and the conference coordinators encourage you to do what many are perhaps already considering and planning: If your panel or your conference paper focuses on issues of racial violence, police-civilian relations, the carceral state, or other matters related to law, race, gender, and justice, please consider using your knowledge and our time in Charleston to sustain and advance this vital, national conversation. (Glover)

La réaction des organisateurs illustre l'engagement des historiens étatsuniens dans la lutte pour la justice sociale et raciale, tout comme elle reflète leur implication directe dans les événements et les débats de leur temps. Cela n'est, certes, pas nouveau, mais l'engagement des historiens contemporains a pris progressivement un tour différent depuis l'élection de Barack Obama. On peut en effet observer un changement de perspective dans la manière d'appréhender l'histoire raciale, un nombre

plus largement, contre le racisme institutionnel. Pour plus d'informations, voir Taylor.

croissant de chercheurs mettant désormais l'accent sur les aspects négatifs de cette histoire, plutôt que sur ses aspects positifs – c'est-à-dire la lutte contre l'oppression raciale.

C'est bien là ce que fait Renée Romano dans son dernier ouvrage, *Racial Reckoning: Prosecuting America's Civil Rights Murders*, présenté lors de sa conférence plénière au congrès de la SAWH. Revenant sur le cheminement de sa propre pensée depuis le début de sa carrière, l'historienne a expliqué que face à la prolifération des musées publics et des commémorations du mouvement de libération noire au tournant du XXI^{ème} siècle, elle avait d'abord interprété le phénomène comme le signe que les Afro-Américains avaient finalement trouvé leur place dans l'histoire nationale, et que les historiens avaient contribué à ce progrès. Cependant, les injustices et inégalités raciales minant actuellement la société étasunienne – de la pauvreté à l'incarcération de masse en passant par la violence des policiers blancs à l'encontre de la population noire – l'ont conduite plus récemment à reconsidérer son optimisme initial, et, à l'instar des militants de *Black Lives Matter*, à dénoncer le mythe de l'avènement d'une société post-raciale (avènement déclaré depuis l'élection d'un président de couleur). D'où son idée provocatrice que les commémorations du mouvement pour les droits civiques n'auraient contribué à aucune évolution notable dans le discours dominant sur l'histoire raciale nationale. Dans l'introduction de son dernier livre, Romano explique l'intérêt pour elle d'étudier des affaires de meurtres commis pendant l'ère des droits civiques – affaires classées pendant des années puis rouvertes¹¹ récemment – son objectif étant :

to explore the dramatic evolution in the operation of race in American society, as a legally enforced caste system based on claims of white biological superiority has been rapidly replaced by ideologies that instead maintain inequalities by insisting that the U.S. has effectively ended discrimination and thus public policy should be 'colorblind'. (Romano 2014 : 2-3)

L'emploi du terme *colorblind*, associé ici à l'idéologie conservatrice niant l'existence d'un racisme structurel dans la société contemporaine, renvoie à l'idée d'une société post-raciale, transcendant

¹¹ La réouverture des affaires classées a été rendue possible par l'adoption d'une loi fédérale, le *Emmett Till Unsolved Civil Rights Crime Act*, en 2008 (Romano 2014, 100-103, 199-201).

les distinctions de couleurs, rêvée en 1963 par Martin Luther King et déclarée avérée par les conservateurs au tournant du XXI^{ème} siècle.¹² L'insistance de Romano sur la persistance du racisme dans la société étasunienne dans les années 2010 n'est pas un hasard. Celle-ci fait écho à un mouvement de contestation radicale du système politique et social actuel, né sous la présidence de Barack Obama, après que l'immense espoir soulevé par son élection eut cédé la place à la désillusion. En effet, si beaucoup ont cru en 2008 en la possibilité pour la nation américaine de transcender le racisme structurel hérité de l'esclavage et de la ségrégation, les attaques des Républicains et l'incapacité d'Obama à imposer sa politique ont eu raison de la société post- raciale tant attendue. L'élection d'un président de couleur a, de fait, exacerbé les tensions et renforcé le racisme des extrémistes blancs. Si l'on ajoute à ce contexte politique l'amplification des inégalités sociales et la multiplication des violences policières à l'encontre des Noirs, les accusations de racisme proférées par les membres de *Black Lives Matter* à l'encontre des autorités et des représentants institutionnels, et plus généralement, de l'ensemble de la société étasunienne, prennent tout leur sens.

Dans le même ordre d'idée, parce que les historiens spécialistes d'histoire raciale sont amenés dans leur recherche à prendre toute la mesure de l'oppression et du racisme dans leur société, il n'est pas surprenant que ceux-ci s'emploient parallèlement à contribuer à la justice sociale et raciale en mettant leur connaissance au service de la politique publique. De fait, Romano représente un courant historiographique récent centré sur la dénonciation des crimes oubliés de l'histoire. En d'autres termes, elle choisit délibérément de concentrer sa recherche sur l'oppression et les oppresseurs plutôt que sur la résistance des opprimés ou sur la lutte antiraciste. Sa démarche, loin d'être isolée, s'inscrit dans un processus international de réparations collectives au sein duquel les nations sont amenées à admettre leur culpabilité dans les injustices du

¹² Dans le contexte politique actuel, le concept de *colorblindness*, c'est-à-dire la non prise en compte de la couleur de peau dans les rapports politiques et sociaux, est utilisé par les conservateurs pour rejeter toute politique antidiscriminatoire fondée sur la couleur, telle que la discrimination positive. Les progressistes et les radicaux défendent les politiques de ce type, interventionnistes, qualifiées de « *colorconscious* ». Les libéraux sont partagés sur ces questions. Pour une réflexion approfondie sur le sujet, voir Wise ; Marable et Clarke. Sur le concept de société post- raciale, voir Richomme ; King et Smith.

passé. Dans le cadre de sa recherche, elle considère les procès de l'ère des droits civiques comme des « *restitution cases* » dans lesquels « nations voluntarily offer acknowledgment of or reparations for a historical injustice ». De ce point de vue, son travail remplit le rôle d'une commission de vérité, celui d'explorer et de réparer (« explore and redress ») l'histoire de violence de son pays (Romano 2014 : 5). Romano n'est pas la seule historienne à promouvoir une telle démarche. Certains spécialistes d'histoire du Sud ont récemment fait de même, soulignant l'importance de la notion de responsabilité historique dans la mémorialisation de l'oppression raciale. Tel est le cas, par exemple, de Larry Griffin et de Peggy Hargis, qui explorent le concept de justice transitionnelle appliqué aux sociétés récemment passées d'un régime autocratique et violent à un régime démocratique, dans un article intitulé « Race, Memory, and Historical Responsibility : What Do Southerners Do with a Difficult Past ? ». Une autre historienne, Nell Painter, insistait déjà en 2000 sur les lacunes de l'historiographie contemporaine, regrettant que les historiens ne manifestent aucun intérêt ou un intérêt trop faible pour l'histoire de la suprématie blanche (Painter). Le nouveau courant entend pallier ces lacunes, tout en dénonçant la persistance d'une forme de suprématie blanche dans la société actuelle et en mettant l'accent sur la notion de culpabilité blanche. La même problématique s'applique d'ailleurs à la muséographie contemporaine (Dwyer : 666).

Au terme de la réflexion, il semble que l'historiographie du mouvement pour les droits civiques soit à un nouveau tournant préfigurant une mutation importante pour la recherche en histoire raciale. L'émergence du mouvement *Black Lives Matter*, désigné désormais par beaucoup comme le nouveau mouvement pour les droits civiques, conduit inévitablement les observateurs, et en particulier les universitaires, à porter un regard neuf sur le mouvement du XX^{ème} siècle. La comparaison s'impose comme inévitable et mènera sans doute à une révision significative des interprétations, même si les contextes sont très différents. *Black Lives Matter* divise autant, voire davantage, que le mouvement précédent, notamment sur ses buts, son mode d'action et sur son rapport avec les autorités institutionnelles. Les guerres culturelles entre conservateurs, libéraux et radicaux n'ont pas disparu mais celles-ci se cristallisent autour de questions différentes de celles du siècle dernier, notamment autour du concept de société post-raciale. Pour les conservateurs, une telle société existe déjà et le mouvement pour les droits civiques appartient à une histoire héroïque révolue. Pour les

libéraux et les radicaux, l'avènement de l'ère post-raciale est une chimère. Libéraux et radicaux sont d'accord pour dire que le mouvement noir du XX^{ème} siècle a remporté des victoires historiques mais insuffisantes pour éradiquer le racisme structurel. Ils s'affrontent désormais sur l'héritage du mouvement historique dans le présent et sur le rôle politique de son héritier dans un contexte où la question raciale divise plus que jamais. Dans ce nouveau contexte, le débat sur l'étendue du racisme dans la société et la culture étasuniennes semble ouvrir la voie vers une redéfinition des contours du conservatisme, du libéralisme et du radicalisme contemporains.

Bibliographie

- BOND, Julian. « The Politics of Civil Rights History ». *New Directions in Civil Rights Studies*. Éd. Armstead L. ROBINSON et Patricia SULLIVAN. Charlottesville : University of Virginia Press, 1991 : 8-16.
- BRAUER, Carl. *John F. Kennedy and the Second Reconstruction*. New York : Columbia University Press, 1977.
- CHA-JUA, Sundiata Keita, et Clarence LANG. « The 'Long Movement' as Vampire : Temporal and Spatial Fallacies in Recent Black Freedom Studies ». *Journal of African American History* 92-2 (2007) : 265-288.
- COSTE, Françoise. *Reagan*. Paris : Perrin, 2015.
- DWYER, Owen. « Interpreting the Civil Rights Movement : Place, Memory, and Conflict ». *Professional Geographer* 52-4 (Nov. 2000) : 660-71.
- DWYER, Owen J., et Derek H. ALDERMAN. *Civil Rights Memorials and the Geography of Memory*. Chicago : Center for American Places at Columbia College Chicago, 2008.
- EAGLES, Charles W. « Toward New Histories of the Civil Rights Era ». *Journal of Southern History* 66-4 (Nov. 2000) : 815-848.
- GAINES, Kevin. « The Historiography of the Struggle for Black Equality since 1945 ». *A Companion to Post-1945 America*. Éd. Jean-Christophe AGNEW et Roy ROSENZWEIG. Malden, MA : Blackwell, 2002 : 211-234.

- GARROW, David. *Bearing the Cross : Martin Luther King, Jr., and the Southern Christian Leadership Conference*. New York : Morrow, 1986.
- . *The FBI and Martin Luther King, Jr.* New York : Norton, 1981.
- GLOVER, Lorri. E-mail aux participants du congrès de la Southern Association for Women Historians, 22 avril 2015.
- GRIFFIN, Larry J. et Peggy G. HARGIS. « Race, Memory, and Historical Responsibility : What Do Southerners Do with a Difficult Past ? ». *Catalyst : A Social Justice Forum* 2-1, Article 3 (2012). Consulté en juillet 2016. URL : <http://trace.tennessee.edu/catalyst/vol2/iss1/3>
- HALL, Jacquelyn Dowd. « The Long Civil Rights Movement and the Political Uses of the Past ». *Journal of American History* 91-4 (2005) : 1233-1263.
- HARTMAN, Andrew. *A War for the Soul of America : A History of the Culture Wars*. Chicago : University of Chicago Press, 2015.
- JOSEPH, Peniel E. « The Black Power Movement : A State of the Field ». *Journal of American History* 96-3 (December 2009) : 751-776.
- KING, Desmond, et Rogers M. SMITH. *Still a House Divided : Race and Politics in Obama's America*. Princeton and Oxford : Princeton University Press, 2011.
- LAWSON, Steven F. « Long Origins of the Short Civil Rights Movement, 1954-1968 ». *Freedom Rights: New Perspectives on the Civil Rights Movement*. Éd. Danielle L. McGUIRE et John DITTMER. Lexington : University Press of Kentucky, 2011 : 9-38.
- MARABLE, Manning. *Dispatches from the Ebony Tower : Intellectuals Confront the African American Experience*. New York : Columbia University Press, 2000.
- . *Race, Reform, and Rebellion : The Second Reconstruction in Black America, 1945-1982*. Jackson : University Press of Mississippi, 1984.
- MARABLE, Manning, et Kristin CLARKE. *Barack Obama and African American Empowerment : The Rise of Black America's New Leadership*. New York : Palgrave Macmillan, 2009.
- MATUSOW, Allen J. *The Unraveling of America: A History of Liberalism in the 1960s*. New York : Harper and Row, 1984.

- PAINTER, Nell Irvin. « America Needs to Reexamine Its Civil Rights History ». *Journal of Blacks in Higher Education* 32 (Summer 2001) : 132-134.
- RICHOMME, Olivier. « The Post-Racial Illusion : Racial Politics and Inequality in the Age of Obama ». *Revue de Recherche en Civilisation Américaine* 3 (2012). Consulté en juillet 2016. URL : <http://rrca.revues.org/464>
- ROMANO, Renée C. « The Limits of Commemoration : Civil Rights Memory and the Enduring Challenge of Innocence ». Southern Association for Women Historians' Tenth Southern Conference on Women's History. Charleston, South Carolina, June 11-14, 2015.
- . *Racial Reckoning : Prosecuting America's Civil Rights Murders*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2014.
- ROMANO, Renée C., et Leigh RAIFORD, eds. *The Civil Rights Movement in American Memory*. Athens : University of Georgia Press, 2006.
- TAYLOR, Keeanga-Yamahtta. *From #BlackLivesMatter to Black Liberation*. Chicago : Haymarket Books, 2016.
- VOEGELI, William. « Civil Rights and the Conservative Movement ». *Claremont Review of Books* 8-3 (Summer 2008). Consulté en juillet 2016. URL : <http://www.claremont.org/crb/article/civil-rights-and-the-conservative-movement/>
- WISE, Tim. *Colorblind : The Rise of Post-Racial Politics and the Retreat from Racial Equality*. San Francisco : Open Media Series, 2010.
- ZINN, Howard. *A People's History of the United States*. New York : Harper and Row, 1980.

